

LES MÉDECINS MOSELLANS PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Les événements survenus pendant la Seconde Guerre mondiale suscitent encore de nos jours, plus d'un demi-siècle après la fin du conflit, des réactions qui prennent souvent un type passionnel. Elles émanent, pour la plupart, de personnes qui n'ont pas connu cette période tragique de notre histoire et qui jugent, en toute bonne foi, en fonction des critères de l'époque actuelle. C'est pourquoi il paraît important que ceux qui en ont été témoins puissent, avant de disparaître, faire part de leur expérience.

Dans cet esprit, j'ai tenu à faire connaître le sort et le comportement de mes confrères mosellans durant la période 1939-1945. Issu d'une famille de médecins mosellans, étant alors étudiant en médecine⁽¹⁾ sans être directement intéressé par les événements, j'en ai, néanmoins, été l'un des témoins. Installé à Metz en 1949, quatre ans après la fin du conflit, j'ai pu avoir connaissance de faits encore récents. Membre du Conseil de l'Ordre des médecins de 1956 à 1992, et président de cet organisme pendant vingt-quatre ans, j'ai été mis au courant des recherches que le Dr Léon Burger⁽²⁾ avait entreprises à ce sujet, et que, pour des raisons diverses, il n'avait pas pu mener à leur terme. J'ai pu également bénéficier des archives personnelles de mon père, le Dr Gabriel Jung, président du Comité médical de la Libération de la Moselle en 1944 et premier président du Conseil départemental de l'Ordre en 1945. Enfin des recherches effectuées dans les archives du Conseil départemental et du Conseil national de l'Ordre m'ont permis de compléter ma documentation⁽³⁾.

En possession de ces éléments, il m'a alors été possible de rédiger un travail consacré à l'histoire des médecins de notre département depuis août 1939, jusqu'à la fin des hostilités et la mise en

Ce travail a pu être réalisé grâce aux conseils avisés de M. Charles Hiegel, conservateur aux Archives départementales de la Moselle. La documentation a pu être réunie avec l'aide de Mme N. Kassis, chargée du fichier du Conseil national de l'Ordre des médecins et de Mmes D. Weitten et S. Galantini, secrétaires du Conseil départemental de la Moselle. Je tiens à les remercier de leur collaboration.

1) L'auteur a pu poursuivre à Toulouse, pendant la guerre, ses études de médecine commencées en 1938, nonobstant deux interruptions : l'une en 1941-1942 pour un séjour aux Chantiers de Jeunesse, l'autre en 1944-1945 en raison d'une affectation en tant que médecin-lieutenant dans des hôpitaux militaires.

2) Le Docteur Léon Burger, né à Metz en 1898, a exercé la médecine dans cette ville de 1926 à 1968. Il a rempli les fonctions de secrétaire général du Conseil de l'Ordre des médecins de 1946 à 1968.

3) A la suite de la circulaire du Premier ministre, du 2 octobre 1997, relative à l'accès aux archives publiques pour la période de 1940-1945, les archives du Conseil de l'Ordre de la Moselle relatives à cette époque ont été versées aux Archives départementales.

place en Moselle, fin 1945, de nouvelles structures professionnelles. Il va sans dire que l'anonymat des personnes dans la relation de certains faits a été strictement respecté.

J'ai tenu à publier cette étude car, si elle ne concerne qu'une faible partie de la population mosellane, elle a trait cependant à une catégorie professionnelle qui a été, plus que d'autres, très largement impliquée dans les événements. Elle a donc, de ce fait, une valeur exemplaire.

Le corps médical mosellan en 1939

En août 1939, un mois avant la déclaration de guerre, 245 médecins exerçaient dans le département de la Moselle qui comptait alors près de 700 000 habitants⁽⁴⁾.

L'exercice de la médecine était régi par la loi française du 30 novembre 1892 qui rendait obligatoire le diplôme de docteur en médecine, mettant fin ainsi à l'Officiat de Santé créé en 1803. Cette loi avait été rendue applicable dans les trois départements recouverts par le décret du 5 Juillet 1922 qui prévoyait des modalités d'application ainsi que certaines dispositions transitoires. Il tenait compte, en particulier, des conditions de délivrance des diplômes dans les universités allemandes. Dans celles-ci les études de médecine étaient couronnées par un examen d'Etat permettant d'obtenir le diplôme de médecin (*Artz*). La soutenance d'une thèse, en général assez succincte, en vue de l'attribution du titre de docteur en médecine, n'était pas obligatoire pour exercer. Si la grande majorité des médecins se pliaient à cette formalité, il n'en était pas toujours ainsi : un médecin lorrain, diplômé à Francfort en 1917, fut autorisé à exercer sous le régime français sans être « docteur ».

En effet, à cette époque, un certain nombre de médecins mosellans, nés durant l'annexion, réintégrés de plein droit dans la nationalité française après 1918, avaient été formés dans des universités allemandes, en général à Strasbourg. Ils furent rejoints dès le retour de la Moselle à la France, par des médecins originaires de « l'Intérieur ».

4) Au premier janvier 1998, 2903 médecins, dont 470 du sexe féminin étaient inscrits au Tableau du Conseil de l'Ordre de la Moselle. Il faut tenir compte dans cette appréciation de l'existence de 383 retraités et de 80 non-exerçants : 46 femmes pour raisons familiales, 39 hommes malades ou en formation ou exerçant une autre profession, ce qui ramène le nombre de praticiens à 2440, auxquels il convient d'ajouter quatorze « praticiens adjoints contractuels » (P.A.C.) munis de diplômes non européens, soit un effectif décuplé par rapport à l'avant-guerre.

Beaucoup plus nombreux alors étaient ceux qui, ayant effectué leurs études après 1918, en grande majorité à Strasbourg, détenaient des diplômes français. Trois médecins naturalisés étaient titulaires de diplômes allemands ; un autre, sarrois, réfugié politique en 1936, était autorisé à exercer en France.

Tableau I - Origine des diplômes des médecins mosellans en 1939

<u>Médecins diplômés avant 1918 : 77</u>	<u>Médecins diplômés après 1918 : 168</u>
- originaires d'Alsace-Lorraine : 55	Université de Strasbourg : 94
Université de Strasbourg : 41	Université de Nancy : 45
Autres universités du Reich : 14	Paris : 14
- originaires de l'intérieur : 22	Lyon : 5
Université de Nancy : 13	Bordeaux : 5
Paris : 4	Montpellier : 2
Lyon : 4	Universités allemandes : 3
Montpellier : 1	

La féminisation du corps médical n'était à l'époque qu'ébauchée. Six femmes exerçaient, ce qui représente un pourcentage de 2,5 %⁽⁵⁾. Quatre de ces praticiens occupaient des postes administratifs, alors peu nombreux, les médecins fonctionnaires étant au nombre de huit.

La grande majorité des médecins exerçaient en effet sous la forme libérale. Ils étaient pour la plupart « omnipraticiens », pratiquant la médecine générale, mais également, pour un certain nombre d'entre eux, exécutant des actes de spécialité, telle que l'obstétrique et parfois la chirurgie. Les spécialistes, ayant renoncé à la médecine générale et se cantonnant à la pratique d'une seule discipline, ne concernaient qu'une minorité du corps médical. Les spécialités étaient peu nombreuses⁽⁶⁾ et couvraient un large éventail. Il n'existait ni diplôme, ni certificat de spécialité et chacun était libre de « s'auto-qualifier » après avoir, bien entendu, suivi une formation en la matière.

La catégorie des médecins retraités était inexistante. Le régime obligatoire de retraite des médecins ne verra le jour, en effet, qu'en 1949. Il était courant que les médecins poursuivent leur activité jusqu'à un âge avancé, parfois jusqu'à leur décès.

5) La féminisation du corps médical est en progression constante. Si les femmes représentent actuellement 16 % du corps médical en Moselle, elles sont 30 % dans le reste de la France. En 2^e année de médecine la proportion des étudiantes est, à ce jour, de 53 %, ce qui laisse augurer d'un corps médical à majorité féminine dans les années à venir.

6) On relevait à cette époque douze chirurgiens, huit ophtalmologistes, sept ORL, trois pédiatres, six dermatologistes et spécialistes des voies urinaires, quatre neurologues, deux psychiatres, deux phthisiologues, deux accoucheurs et cinq radiologues.

Pour pouvoir exercer leur profession les médecins étaient tenus de se faire inscrire auprès des services préfectoraux, et le tableau était tenu par l'Inspection de la santé. L'Ordre des médecins⁷⁾ n'existait pas et les syndicats étaient alors les seuls organismes professionnels. L'adhésion à ces organisations était libre, mais elle était en pratique indispensable dans les départements recouverts pour les médecins désireux de donner leurs soins aux assurés sociaux. En effet, la législation allemande⁸⁾ avait été maintenue dans ces départements, au même titre que d'autres dispositions constituant la « loi locale ». Les caisses versaient un forfait pour les soins donnés aux malades adhérents à leur régime et le syndicat était chargé de la répartition de ces émoluments entre les médecins, au prorata de leur activité. Chaque arrondissement était doté d'un syndicat, l'ensemble des huit syndicats constituait la Confédération des syndicats médicaux de la Moselle. Le syndicat exerçait un certain contrôle de la morale professionnelle. Il avait édité un code de déontologie, sorte de charte de « bonnes manières », inspiré du serment d'Hippocrate qu'il était de règle de prononcer lors de la soutenance de thèse. Il existait en son sein un « conseil de famille » chargé d'étudier les manquements à la morale professionnelle et habilité à prononcer les sanctions morales : avertissement ou blâme. Cependant ce rôle disciplinaire restait limité, le médecin susceptible d'être sanctionné par le conseil de famille étant en mesure de démissionner du syndicat.

Beaucoup moins sollicités que de nos jours et restant souvent impuissants en face de nombreuses affections, compte tenu des moyens thérapeutiques du moment, les médecins, peu nombreux, jouissaient d'un certain prestige et jouaient un rôle important dans la société d'avant-guerre. Ils étaient des notables et beaucoup étaient ainsi amenés à jouer un rôle politique. Ils étaient nombreux à siéger dans les conseils municipaux et ils représentaient en 1939 cinq des trente-six conseillers généraux du département. Il n'est donc pas étonnant que lors de l'annexion, l'occupant ait multiplié ses efforts auprès des médecins, afin de leur faire embrasser sa cause.

7) La création d'un Ordre était souhaitée depuis longtemps par la profession. Un projet de loi avait été déposé en ce sens en 1928 devant la Chambre des députés, mais n'avait pas abouti. La Confédération des Syndicats médicaux français, appuyée par l'Académie de Médecine, s'était déclarée en faveur de cette réalisation. Un texte de loi avait fait la navette entre la Chambre des députés et le Sénat entre 1932 et 1935. En 1939 la création de l'Ordre était imminente. Elle fut retardée par la guerre. C'est en octobre 1940, dans la France occupée, qu'un Ordre fut créé en vue, en particulier, d'éviter la main mise de l'occupant sur la médecine française.

8) L'assurance-maladie fut créée en Allemagne en 1883, l'assurance invalidité et vieillesse le fut en 1889. En France la première loi concernant les retraites ouvrières et paysannes fut promulguée en 1912. Les assurances sociales proprement dites couvrant les risques maladie, invalidité et vieillesse furent instituées par les lois du 5 mars 1928 et 30 avril 1930.

Les médecins mosellans pendant la drôle de guerre 1939-1940

Après l'alerte de 1938, qui avait déjà entraîné un appel sous les drapeaux, pour une courte durée, de nombreux médecins réservistes, la menace de guerre avec l'Allemagne se faisait de plus en plus précise. Après l'invasion de la Pologne, la France et la Grande-Bretagne lui déclarèrent la guerre le 3 septembre 1939. Cette situation entraîna de nombreuses modifications du corps médical mosellan ; en effet, dès la fin août, quatre-vingt-treize médecins réservistes rejoignirent leur affectation dans des unités régimentaires ou dans des hôpitaux. Par ailleurs six médecins furent requis à titre civil, afin de combler les vides dus au départ aux armées de certains praticiens, soit en zone rurale, soit dans des hôpitaux.

Dès le 1^{er} septembre, l'administration entreprit l'évacuation de la « zone rouge », située en avant de la ligne Maginot, afin de mettre la population à l'abri des éventuels combats. Les 210 000 habitants de 229 communes (sur 764) provenant des arrondissements de Boulay, Forbach, Sarreguemines, Thionville, abandonnèrent leurs maisons et leurs biens. Ils gagnèrent à pied ou en voiture hippomobile des zones situées en arrière de la ligne fortifiée. De là, ils furent acheminés dans des conditions souvent médiocres vers les départements peu peuplés de la Vienne et des Charentes. Les médecins des secteurs concernés suivirent la population exilée et vingt-six d'entre eux furent ainsi amenés à donner des soins dans les communes d'accueil. Requis civils, ils perçurent à ce titre une maigre rétribution de 2 000 francs mensuels (soit environ 5 000 francs actuels).

Du fait de toutes ces mesures, pendant toute la durée de la « drôle de guerre », l'effectif des médecins mosellans avait été réduit de moitié.

Médecins dans le « Gau Westmark »

Un effectif médical réduit

Mettant fin à l'expectative, les Allemands déclenchèrent le 10 mai 1940 la « guerre éclair » qui entraîna la déroute totale de l'armée française en l'espace de cinq semaines. Le 17 juin, les Allemands entrèrent sans combattre dans Metz et y installèrent aussitôt leur administration. Procédant à une annexion de fait, alors que les conditions de l'armistice signé en juin avec le gouvernement français, présidé par le Maréchal Pétain, n'avaient prévu aucune session territoriale, les Allemands intégrèrent la Moselle, redeve-

nue la Lorraine (*Lothringen*), au Gau Westmark, la réunissant à la Sarre et au Palatinat. La capitale en fut fixée à Sarrebruck. Le 7 août un Gauleiter, Joseph Bürckel, connu pour être un homme à poigne, fut nommé chef de l'Administration civile en Lorraine.

Dès juillet il fut procédé au rapatriement de la population évacuée en 1939 ; les médecins qui l'avaient accompagnée dans son exode, rejoignirent, pour la plupart, leur domicile et reprirent leurs activités dans leur ancien poste.

Lors de la déroute de l'armée française, vingt-quatre médecins mosellans mobilisés furent faits prisonniers de guerre. Les Allemands décidèrent rapidement de libérer treize d'entre eux qui étaient nés en Moselle. Ils purent aussitôt reprendre leur activité. Six médecins, originaires de « l'Intérieur », bénéficièrent de libération anticipée. Deux autres restèrent en captivité jusqu'à la fin de la guerre. L'un de ceux-ci était de confession israélite : son statut d'officier le mit à l'abri des mesures prises à l'égard de ses coreligionnaires. Un médecin parvint à s'évader de son camp en janvier 1941 et put gagner la région de Nancy. Un autre, qui avait fait retraite en Suisse avec son unité appartenant à la VIII^e armée, fut interné dans ce pays et fut l'objet d'une mesure de libération début 1941.

La démobilisation des troupes se trouvant en territoire français intervint dès juillet 1940. La plupart des médecins mosellans, en mesure de regagner leur domicile, préférèrent abandonner biens et situation, plutôt que de se soumettre à la loi de l'occupant. Par ailleurs un certain nombre de médecins, libres d'obligations militaires, avaient quitté le département soit au début des hostilités, soit au moment de la débâcle ; au total cent-quatorze médecins choisirent ainsi de ne pas regagner la Moselle.

Ils furent bientôt rejoints par trente-six confrères victimes des expulsions. On sait que les Allemands, qui avaient entrepris dès leur installation une politique de germanisation totale, décidèrent d'éliminer les habitants qu'ils jugeaient incapables de se rallier à leur cause. En juillet, ils avaient expulsé vers la zone non occupée, les personnes nées à l'Intérieur, les juifs et les gens de couleur. Les personnes nées en Moselle et jugées inassimilables furent à leur tour concernées, à partir du 16 août, lendemain de la manifestation patriotique organisée place Saint-Jacques à Metz. Vingt-et-un médecins⁹⁾ prirent ainsi le chemin de l'exil, partageant le sort de

9) Le père de l'auteur, chirurgien à l'hôpital N.-D. de Bon Secours de Metz, fut interpellé dans son service le 5 septembre 1940. Après avoir été ramené à son domicile, il fut, en l'espace d'une heure, dirigé avec son épouse et deux de ses enfants, vers un train d'expulsés à destination de Lyon.

nombreux compatriotes obligés de tout abandonner et autorisés à n'emporter avec eux que 2 000 francs et 50 kg de bagages.

Du 11 au 21 novembre des expulsions massives, en particulier dans la zone francophone du département, furent mises en œuvre. Dix médecins furent concernés par ces mesures ; cinq autres furent expulsés en 1941 et 1942. La citoyenneté allemande ayant été octroyée à la population mosellane le 19 août 1942, les personnes indésirables furent transportées dès lors vers l'Est. À partir de janvier 1943 10 000 « PRO » (patriotes résistants à l'occupation) furent ainsi déplacés vers la Silésie, les Sudètes et l'Autriche, mais aucun médecin ne fit partie de cet exode.

À la suite de ces diverses mesures, le corps médical avait été réduit de 61 %. Seuls quatre-vingt-quinze médecins étaient encore présents en Moselle, et ils eurent fort à faire pour apporter les soins nécessaires à la population⁽¹⁰⁾. L'installation de dix jeunes confrères vint améliorer la situation : il s'agissait de médecins ayant terminé leurs études au moment de la guerre et qui se trouvaient alors sous les drapeaux. En outre, une jeune femme qui avait soutenu sa thèse à Bordeaux en 1940, vint rejoindre son mari, installé en Moselle.

Certains de ces praticiens auraient pu être concernés par la mobilisation qui enrôla dans l'armée allemande, à partir de 1942, tous les hommes nés de 1914 à 1927. En fait les médecins faisant partie de ces tranches d'âge, ne furent pas appelés, car la Wehrmacht s'était donnée pour règle de ne pas incorporer des officiers de réserve de l'armée française.

En dehors de quelques médecins fonctionnaires chargés d'un service public, aucun praticien du Reich ne s'installa en Moselle pendant la guerre. Le seul médecin étranger au département fut un sujet luxembourgeois qui occupa pendant quelques temps un poste hospitalier à Metz. En revanche deux médecins originaires de la Moselle, mais installés en France, sollicitèrent des autorités l'autorisation de revenir dans leur province natale et obtinrent satisfaction.

L'un d'eux, établi dans une station climatique où il soignait durant l'hiver une clientèle étrangère aisée, passait habituellement l'été dans sa propriété familiale en Moselle. Du fait des circonstances, sa clientèle avait disparu et son activité était très ralentie. Arguant de l'origine autrichienne de son épouse, il obtint un poste hospitalier à Metz. Peu satisfait de cet emploi subalterne, il déchantait

10) Un recensement du 31 mai 1943 avait permis d'évaluer la population de l'ancien département à 412 000 habitants. À cette époque, 120 000 Mosellans avaient été expulsés, 130 000 n'étaient pas revenus. La Moselle avait donc perdu plus du tiers de ses habitants.

rapidement et parvint à s'évader en août 1944 et à gagner Nancy où sa femme séjournait.

Un autre médecin, né en Moselle, avait embrassé, après la Première Guerre, la carrière militaire. Après avoir fait la campagne du Maroc, au cours de laquelle sa conduite lui avait valu d'être décoré, il était devenu chirurgien des hôpitaux militaires. Occupant en 1941 un poste dans un hôpital civil, il avait entrepris des démarches en vue d'obtenir une situation en Moselle, afin d'être, sur place, en mesure de sauvegarder les biens de sa famille. Il obtint satisfaction, mais les autorités allemandes ne lui attribuèrent pas de poste fixe et pendant toute la durée de la guerre, il fut affecté dans diverses villes, afin de pourvoir au remplacement de chirurgiens malades ou indisponibles. Sa conduite ne fut sanctionnée que légèrement à la Libération en raison des services incontestables qu'il rendit à la Résistance.

Les médecins face à l'occupant

Les médecins installés dans l'ancien département de la Moselle furent intégrés dans le service de santé du Reich. A dater du 10 avril 1941 ils furent obligés d'adhérer à la section locale de la *Reichsärztekammer*, dont le siège était fixé à Sarrebruck et dont la présidence était assurée par le Dr Friedel. Cette chambre jouait le rôle à la fois d'un ordre professionnel et d'un syndicat unique. Ses pouvoirs étaient très étendus : elle définissait le mode d'exercice des praticiens, leur qualification éventuelle, le lieu de leur installation. Elle fixait le montant des honoraires et jusqu'aux heures de consultation. Elle détenait également un rôle disciplinaire et était amenée à se prononcer en particulier sur le bien-fondé des certificats, infligeant des sanctions en cas de défaillance.

Le contrôle administratif fut assuré par un *Obermedizienrat*, le Dr Hoffmann, venu de Sarre qui avait remplacé en 1940 Madame le Docteur Claveau, inspecteur de la Santé.

Le régime local d'assurance-maladie hérité de la première annexion fut supprimé et les Allemands instaurèrent leur code, profondément modifié depuis 1918. Pour la première fois une participation fut demandée aux assurés, aussi bien pour chaque bulletin de traitement que pour la délivrance d'une ordonnance pharmaceutique.

Une pression très forte fut exercée par les autorités en vue d'obtenir de la population l'adhésion aux organisations nazies : parti national socialiste (NSDAP) ou organisations para-militaires (S.S., SA, NSKK ou NSFK). Bien que cette attitude contribuât à les rendre

suspects aux autorités, la grande majorité des médecins résista à ces incitations⁽¹¹⁾.

Il n'en fut pas ainsi de tous et certains se laissèrent convaincre. Ils furent quatre à adhérer au parti national-socialiste. Par ailleurs trois autres se firent inscrire au NSKK *Nationalsozialistisches Kraftfahrerkorps* (corps national socialiste des conducteurs d'automobile), formation moins politisée que le NSDAP, qui pouvait faire songer à une sorte d'automobile-club et assurait quelques avantages, en particulier en ce qui concerne la fourniture de carburants.

Une répression impitoyable

En dehors de ces comportements qui furent, après la Libération, sanctionnés de façon exemplaire, l'attitude des médecins mosellans, fut digne d'éloge. Ils firent de leur mieux pour venir en aide à la population lorraine et aux nombreux prisonniers de toutes nationalités, soumis à un travail intensif dans les usines. Cette tâche n'était pas facile, car la redoutable Gestapo veillait et intervenait avec efficacité et brutalité⁽¹²⁾.

Douze médecins, soit un sur dix, furent plus ou moins sérieusement inquiétés en raison de leurs activités jugées répréhensibles par l'occupant. Il s'agit des docteurs :

- Aloïs Burg, de Dieuze, dont le fils était réfractaire à l'incorporation, arrêté par la Gestapo en 1943, et cité devant le Tribunal d'honneur, en tant que suspect politique.
- Léon Burger, de Metz, interné le 23 juin 1944 et déporté pour activités anti-allemandes.
- Marguerite Burger, de Metz, internée au fort de Queuleu durant trois mois en 1943 pour aide à l'évasion de prisonniers politiques.
- Robert Butin, de Petite-Rosselle, déporté en juin 1943.
- Charles Gruninger, chirurgien à Thionville, interné en 1943, condamné à cinq ans de réclusion (*Zuchthaus*), pour aide à l'évasion de prisonniers de guerre.
- Ottmar Hansch, de Sarrebourg, interné pendant deux mois en 1941 pour aide à l'évasion de prisonniers de guerre.
- Valentin Kiffer, de Courcelles-Chaussy, déporté à Dachau en novembre 1944, mort pour la France en 1945.
- Denis Klein, déporté en juin 1944.
- Charles Meyer, de Vallerystahl, interné pendant deux mois en 1941 pour aide à l'évasion de prisonniers.

11) Selon B. et G. Le Marec, le nombre de Mosellans ayant adhéré au parti national-socialiste serait de 10 000 à 15 000.

12) Selon la statistique de Marcel Neigert, 5 385 Mosellans dont 4 070 résidant en Moselle, furent arrêtés pendant la 2^e guerre mondiale. 4 276 furent déportés.

- Alphonse Schatz, de Sarreguemines, condamné à mort le 27 juillet 1943 pour haute trahison, évadé en octobre.
- Eugène Schatz, de Sarreguemines, interné politique au fort de Queuleu en 1943, déporté en 1944.
- Léon Walter, chirurgien à Forbach, déporté.

Plusieurs médecins, susceptibles d'être inquiétés, furent en mesure de se mettre à l'abri. Il en fut ainsi du Dr Hubert Wiltzer, de Metz, qui se réfugia dans un couvent d'Alsace en 1944. D'autres purent s'évader à temps et se réfugier en France. Il en fut ainsi des docteurs :

- Jean Dagrenat, de Metz, en 1942,
- Henri Picard, de Faulquemont, en 1941,
- Emile Schmitt, d'Ars-sur-Moselle, en 1941.

De nombreux faits de résistance, restés inconnus de l'occupant, furent homologués après la Libération. Ils furent l'œuvre des docteurs :

- René Dantlo à Moyeuvre,
- Robert Dérôme à Metz,
- Maurice Frantzen à Faulquemont,
- Léon Loevenbruck à Metz,
- Théodore Wilhelm à Metz.

Les médecins exilés de Moselle

Une reconversion difficile

Du fait des départs volontaires et des expulsions, plus de 60 % des médecins mosellans furent donc concernés par l'exode. Spoliés de leurs biens, la plupart se trouvèrent dans une situation de précarité, tout au moins durant les premiers mois suivants leur arrivée en France.

Ils furent dans l'obligation de rechercher de nouvelles situations et pour pouvoir exercer durent s'inscrire à un organisme tout nouvellement créé : l'Ordre des Médecins¹³⁾. La nouvelle réglementation ne permettait pas d'inscrire les médecins d'origine israélite :

13) Créé le 7 octobre 1940, l'Ordre des Médecins était chargé de la tenue du tableau et de la surveillance de la discipline professionnelle. Les syndicats ayant été supprimés, il assurait également la défense des intérêts matériels. La présidence de ce Conseil fut confiée au Professeur René Leriche, de Strasbourg, qui démissionna en 1943 et fut remplacé par le Professeur Portes. Le Conseil supérieur (national) et les Conseils départementaux étaient composés de médecins désignés par l'administration. A partir de 1943 il fut procédé à l'élection de ses membres. Dissout par le gouvernement provisoire d'Alger le 18 octobre 1943, le Conseil de l'Ordre fut à partir de la Libération, remplacé par un organisme provisoire de gestion, jusqu'à ce qu'un nouvel organisme soit mis en place en décembre 1945.

de ce fait douze confrères mosellans n'eurent pas la possibilité d'exercer leur profession et remplirent pendant la durée de la guerre des emplois non médicaux ou vécurent dans la clandestinité. Cette situation a été et continue à être reprochée au Conseil de l'Ordre. En fait celui-ci ne fit qu'appliquer une législation dont il n'était pas l'auteur. Il ne se désintéressait pas d'ailleurs du sort des médecins déplacés et il lança en 1942 une souscription en faveur des « médecins d'Alsace-Lorraine exilés et des médecins sans foyer ». Il vint, par ce biais, en aide aux médecins juifs, réparant ainsi, en quelque sorte, son silence quant aux mesures antisémites.

En 1943, le Conseil supérieur attribua une indemnité aux « médecins obligés de quitter leur résidence ». Vingt-deux médecins mosellans bénéficièrent ainsi de subventions dont le montant s'élevait de 5 000 à 15 000 francs, selon leurs charges de famille.

Un certain nombre de médecins exilés reprirent une activité libérale, après création de cabinets de spécialiste ou de généralistes, dans les communes d'accueil en zone libre mais également en zone occupée. Il n'était certes pas facile, pour des praticiens souvent d'âge mûr, et s'installant dans des régions où ils étaient inconnus, de créer une nouvelle clientèle.

Les médecins des houillères trouvèrent facilement un emploi dans les charbonnages du Centre ou du Nord. Les médecins fonctionnaires chargés d'un service public (hôpitaux psychiatriques, sanatorium) furent recasés sans difficulté dans des emplois similaires. Des postes furent réservés dans des hôpitaux publics, à des chirurgiens et à des spécialistes hospitaliers. Le Service de santé militaire conserva, comme conventionnés, après leur démobilisation, quatre médecins (dont deux étaient de confession israélite) qui travaillèrent dans des hôpitaux militaires.

L'administration, se démarquant d'un gouvernement qui, officiellement, se désintéressait du sort des réfugiés en provenance des trois départements, prodigua ses efforts en vue de permettre le recrutement d'un certain nombre de médecins dans des services publics : Inspection de la santé, ou Chantiers de Jeunesse⁽¹⁴⁾. Des médecins furent également recrutés par les services de Médecine du travail, nouvellement créés.

Quelques-uns préférèrent s'éloigner et quittèrent la métropole : six gagnèrent l'Afrique du Nord. Par ailleurs, un praticien bou-

14) L'auteur a accompli son stage obligatoire aux Chantiers de Jeunesse de novembre 1941 à juin 1942 au groupement 28 de Castillon-en-Couserans. L'équipe médicale à laquelle il fut, en tant qu'étudiant en médecine, affecté était composée de trois médecins lorrains, un chirurgien-dentiste et un pharmacien alsaciens.

lageois décida d'émigrer aux Etats-Unis où, après avoir subi avec succès des examens d'équivalence, il put exercer sa profession. Cependant, en sus des médecins israélites, huit praticiens ne purent pas, pour diverses raisons, retrouver une situation et vécurent pendant toute la durée de la guerre de leurs maigres allocations de réfugié.

Tableau II
Départements d'accueil des médecins ayant quitté la Moselle

Ain	2	Marne	1
Allier	3	Meurthe-et-Moselle	17
Alpes-Maritimes	3	Meuse	2
Ardèche	1	Nièvre	1
Ardennes	2	Nord	1
Aude	1	Pas-de-Calais	1
Bouches-du-Rhône	1	Puy-de-Dôme	5
Charente-Inférieure (Maritime)	1	Basses-Pyrénées	1
Cher	1	Hautes-Pyrénées	2
Corrèze	1	Rhône	9
Côtes-du-Nord	2	Saône-et-Loire	2
Côte-d'Or	1	Sarthe	2
Creuse	1	Savoie	3
Dordogne	1	Haute-Savoie	2
Doubs	2	Seine et Paris	6
Drôme	1	Seine-et-Oise	2
Gard	1	Seine-inférieure	1
Haute-Garonne	1	Tarn	2
Hérault	1	Tarn-et-Garonne	2
Ille-et-Vilaine	2	Vienne	1
Indre	1	Haute-Vienne	2
Isère	1	Vosges	2
Jura	1	Territoire-de-Belfort	1
Loire	1		
Loire-Inférieure (Atlantique)	1		
Lot-et-Garonne	1		
Lozère	1		
Maine-et-Loire	3		

Médecins ayant quitté la métropole

Algérie	2
Maroc	4
Etats-Unis	1

N.B. Ce tableau est incomplet car la résidence de 31 médecins n'a pas pu être déterminée de façon certaine.

Médecins mosellans et résistance

Aucun des médecins réinstallés en France n'eut une activité favorable à la collaboration. Bien au contraire, ils manifestèrent, pour la plupart, leur hostilité envers l'occupant de diverses façons : établissement de certificats permettant de retarder le départ des jeunes gens convoqués au STO (Service du Travail obligatoire), provocations de fausses maladies, interventions chirurgicales d'urgence pour des affections chroniques.

Beaucoup militèrent activement dans les mouvements de résistance, à telle enseigne que certains d'entre eux gagnèrent le maquis de façon à se mettre à l'abri des représailles. Il en fut ainsi des docteurs :

- Henri Bloch dans l'Ouest,
- Simon Caïn en forêt de Tronçais,
- Henri Jacques en Savoie,
- Emile Schmitt en Savoie.

Mais la Gestapo veillait et certains ne purent pas échapper à la répression. Elle concerna les docteurs :

- Jules Hofstein, de Thionville, déporté à Auschwitz et Nordhausen, en novembre 1943,
- Léon Israël, de Metz, abattu par la milice à Mâcon,
- Henri Jacques, de Metz, déporté à Dachau le 18.7.1943 et décédé des suites de son internement,
- Léon Kraemer, de Metz, déporté à Buchenwald le 17.3.1945 et décédé,
- Emile Raabe, de Metz, interné à Drancy le 2.3.1944,
- Joé Silber, de Metz, déporté le 21.10.1941 à Auschwitz et Buchenwald.

Après quatre années d'occupation douloureusement ressenties, l'espoir d'une défaite allemande et d'un prochain retour naquit après le débarquement du 6 juin 1944 en Normandie. Le débarquement en Provence du 15 août permit à des troupes françaises de participer à la libération du territoire. Elles comprenaient dans leurs rangs les deux frères Koehren, médecins messins qui, après avoir fait la campagne d'Italie avec les unités marocaines, participèrent aux opérations menées par la 1^{re} Armée française. Ils furent bientôt rejoints par les Docteurs Blumstein et Hanau, engagés volontaires. Le Dr Bloch, quant à lui, participa aux opérations menées dans l'Ouest. Quatre médecins mosellans, dont trois chirurgiens, occupèrent pendant cette période des postes dans des hôpitaux militaires, en métropole ou en A.F.N.

Au fur et à mesure de la libération du territoire national, la résistance armée intensifia son action. Les opérations militaires ainsi que les bombardements aériens des alliés, provoquèrent de nombreuses victimes. Les médecins furent ainsi amenés à prodiguer leurs soins aux populations éprouvées. Parmi tous ces praticiens, il convient d'en citer deux dont le comportement fut particulièrement exemplaire.

Ainsi le Dr Henri Allimant, pédiatre à Metz, expulsé en 1940, installé à Bruyères (Vosges) avait aussitôt fait partie de la Résistance. Il avait contribué à l'évasion de nombreux prisonniers à travers les Vosges, et soigné des blessés du maquis. Parmi ceux-ci se trouvait un « terroriste » abandonné en forêt après une fusillade, et considéré comme mort, qui survécut par la suite. Lors de la difficile campagne des Vosges, fin 1944, la ville de Bruyères eut beaucoup à souffrir. Il travailla alors à l'hôpital, prodiguant ses soins aux blessés et allant jusqu'à procéder à des opérations chirurgicales.

Le deuxième exemple concerne le Docteur Jean Boisselet qui, en août 1944, réussit à préserver de la destruction la ville d'Ussel. Ce médecin, né en Moselle en 1885, s'était installé à Metz en 1912 après avoir obtenu son diplôme à Strasbourg. Mobilisé durant la Première Guerre mondiale dans l'armée allemande, il avait été affecté à diverses formations chirurgicales en Meuse. Il s'était déjà signalé à l'époque, intervenant à de nombreuses reprises en tant que médiateur, lors des difficultés survenues entre les populations civiles et les troupes ennemies. Expulsé en 1940, il trouva refuge à Ussel, petite ville de Corrèze et assura dès lors le service de chirurgie de l'hôpital municipal. Entré dans la Résistance, particulièrement active en Limousin, il prodigua ses soins aux maquisards malades ou blessés et mit tout en œuvre afin de cacher leur identité et la nature de leurs blessures.

Le 15 août, alors que les faibles garnisons allemandes des villes voisines Tulle et Brive s'étaient rendues sans combattre, celle d'Ussel était encerclée par les maquisards. A la demande des autorités et des responsables de l'Armée secrète. Le Dr Boisselet, connu pour sa parfaite connaissance de la langue allemande, accepta de servir de plénipotentiaire en vue d'obtenir la reddition de cette unité. Le lieutenant qui la commandait s'y refusa mais accepta de libérer les otages qu'il détenait. Le 17 août, les FFI déclenchèrent l'attaque, incendièrent la caserne et obtinrent la capitulation de la garnison. Les Allemands étaient dépourvus dans ce secteur de formations sanitaires ; leurs nombreux blessés furent pris en charge par le Dr Boisselet au même titre que les maquisards.



Le Docteur Jean Boisselet (1885-1969),
médecin de l'hôpital d'Ussel en 1944.

Le même jour, le major-général von Jesser, chargé de la lutte contre les maquis dans la région du Centre, qui s'était déjà tristement illustré peu de temps auparavant par la cruauté de sa répression au Mont-Mouchet, prit à Clermont-Ferrand la tête d'une colonne chargée de réprimer la rébellion d'Ussel. La ville risquait alors de subir un sort identique à celui qu'avaient subi deux mois auparavant Brive et Oradour-sur-Glane.

Peu gênés dans leur progression sur la N 89, par les embuscades tendues par le maquis, les Allemands parvinrent à Ussel en fin de matinée. La municipalité et les hommes valides craignant les représailles avaient quitté la ville et s'étaient réfugiés dans les villages des environs. Le général allemand gagna alors l'hôpital, sur le perron duquel l'attendait le Dr Boisselet, auquel le maire, en fuite, avait délégué ses fonctions. Il lui ordonna de faire connaître à la population son intention d'incendier la ville et de faire fusiller cinquante otages. Impressionné par la fermeté du Dr Boisselet et stupéfait de l'entendre faire état dans un allemand parfait, de son titre d'ancien officier dans l'armée impériale lors de la Première Guerre mondiale, le général perdit de sa superbe. Ayant visité les salles de

l'hôpital il se rendit compte que les blessés allemands avaient été parfaitement soignés. Il décida alors d'épargner la ville et se replia sur Clermont-Ferrand, sans avoir récupéré les blessés allemands en traitement.

La municipalité d'Ussel manifesta sa reconnaissance au Dr Boisselet en lui décernant le titre de citoyen d'honneur de la ville. La médaille de la Résistance et la Croix de la Légion d'honneur récompensèrent son attitude courageuse. Par ailleurs une plaque commémorative, rappelant ce haut fait, fut apposée à l'hôpital de la ville en 1972.

Le corps médical après la Libération

Introduction de la législation française - Le Comité médical de la Libération

Au fur et à mesure de la libération du territoire français, de nouvelles structures furent mises en place par le Gouvernement provisoire. Le 4 septembre 1944, une ordonnance du Général de Gaulle supprima l'Ordre des Médecins. La défense des intérêts matériels et moraux des médecins fut confiée jusqu'à nouvel ordre aux Comités médicaux de la Libération (CML).

Le 9 novembre 1944, alors que la libération de Metz par le XX^e Corps U.S.A. paraissait imminente, le Dr Gabriel Jung, chirurgien à Metz, réfugié à Lons-le-Saunier (Jura) et chef du service de chirurgie à l'hôpital de cette ville, fut convoqué au Ministère de la Santé à Paris où la présidence du CML de Moselle lui fut proposée. Il accepta cette mission et dès le 24 novembre regagna Metz libérée depuis trois jours, afin d'y mettre en place ce nouvel organisme. Ses membres furent nommés par le Préfet sur sa proposition⁽¹⁵⁾.

Une ordonnance du 12 décembre 1944 remplaça les ordres professionnels par des « organismes transitoires de gestion ». Ils comprenaient des conseils départementaux formés de membres nommés par le préfet sur proposition du CML, chargés de « la défense et de la gestion des intérêts professionnels des médecins » et des conseils régionaux désignés par le Commissaire de la République ayant « la garde de l'honneur et de la discipline de la profession », chargés de l'épuration⁽¹⁶⁾. Un Conseil supérieur composé de

15) Outre le Président, Docteur Gabriel Jung, le CML était composé de six médecins ayant quitté le département, les Docteurs P. Gandar, Ch. Hoffmann, R. Frantz, R. Lévy, E. Schmitt et R. Wolff et de trois autres restés sur place et non suspects de collaboration : les docteurs L. Loevenbruck, G. Munier et Th. Wilhelm.

16) Le département de la Moselle jouit à la Libération d'une situation particulière : son Préfet avait le statut d'un Commissaire de la République. Il bénéficia ainsi de sa propre section d'épuration disciplinaire.

vingt cinq membres, nommés par le ministre, coiffait l'ensemble du dispositif. Une ordonnance du 15 décembre 1944 rétablit les Syndicats médicaux précédemment supprimés. En attendant de futures élections une « commission départementale de reconstitution des syndicats médicaux » fut instituée le 12 février 1945. Ses membres furent nommés sur proposition du Dr G. Jung¹⁷⁾.



Le Docteur Gabriel Jung (1883-1946),
Président du Comité médical de la Libération (1944),
Président du Conseil départemental de l'Ordre
des Médecins de la Moselle (1945).

Le 24 septembre 1945, une ordonnance du Général de Gaulle mit fin à la solution provisoire, en créant un Ordre des médecins chargé de « maintenir les principes de moralité et de probité et de dévouement indispensables à l'exercice de la médecine... et à l'observation du code de déontologie ». L'Ordre était animé par les

17) Cette commission présidée par le Président du Tribunal d'Instance était composée des docteurs Ch. Bardot, Ch. Hoffmann, R. Muller, G. Nieder, J. Schatz.

Conseils départementaux et régionaux⁽¹⁸⁾ et un Conseil national, tous élus. Cette ordonnance offrait l'avantage d'être un texte élaboré et complet. C'est, à quelques détails près, le système qui fonctionne aujourd'hui.

Les médecins mosellans furent alors immédiatement invités à s'inscrire auprès de leur nouveau Conseil départemental. Les dossiers qu'ils étaient tenus de déposer devaient contenir, outre les documents d'état-civil et professionnels, une fiche sur laquelle ils devaient indiquer leur appartenance éventuelle durant l'annexion aux organisations allemandes.

Le Conseil départemental de la Moselle fut élu le 16 décembre 1945⁽¹⁹⁾. Il se réunit pour la première fois le 23 décembre et porta à la présidence le Dr Gabriel Jung qui assura cette fonction jusqu'au 24 novembre 1946, date de son décès.

Le retour des médecins exilés

Fin 1944 alors que Metz était libérée, une partie de la Moselle était encore aux mains des Allemands. L'armée américaine parvint à réduire progressivement l'ennemi jusqu'à ce que l'offensive des Ardennes en décembre, et celle menée ultérieurement dans la région de Bitche, aient pu faire craindre à un moment le retour de l'occupant. Le corps médical resté en place durant l'annexion, déjà insuffisant, fut encore réduit durant cette période. Lors de la Libération il ne comprenait plus que quatre-vingt-sept médecins. En effet, cinq praticiens étaient décédés pendant la guerre, sept étaient incarcérés ou déportés en territoire allemand, l'un craignant des poursuites était en fuite, deux autres avaient été l'objet d'un internement administratif de la part des autorités françaises, en attendant leur jugement. Cette situation perdura un certain temps, car les médecins exilés tardaient à rentrer.

En effet la situation n'était pas brillante : de nombreux immeubles étaient plus ou moins détruits, ce qui entraînait des difficultés de logement. La circulation des personnes et des marchandises était difficile en raison du mauvais état des routes, de la destruction du réseau ferré et de la présence de nombreuses mines. Les réseaux

18) La Moselle fut alors rattachée au Conseil régional d'Alsace dont le siège était à Strasbourg. Depuis le 1^{er} juillet 1973, elle fait partie du Conseil régional de Lorraine, siégeant à Nancy.

19) La composition du Conseil départemental était la suivante : G. Jung de Metz, président, P. Gandar de Sarrebourg, Ch. Hoffmann de Delme, R. Melchior de Thionville, médecins expulsés, Ruyssen de Creutzwald, non revenu, Dérôme de Metz, H. Germain de Metz, Hug de Forbach, G. Munier de Sainte-Marie-aux-Chênes, Schatz de Sarreguemines, restés durant l'annexion.

d'électricité, de gaz, d'eau, étaient presque tous détruits et leur rétablissement fut tardif. Le département de la Moselle était, sinon le plus, du moins l'un des plus sinistrés de France et la situation devait s'aggraver du fait du retour des 250 000 réfugiés en France et des déportés et prisonniers venant d'Allemagne. C'est pourquoi l'administration préfectorale, par voie de presse et d'affiches, pria les exilés de ne pas regagner dans l'immédiat leur ancien domicile et d'attendre un avis officiel. A ces mesures d'ordre général s'ajoutèrent des mesures particulières concernant le retour des médecins exilés. Celui-ci, ainsi que l'installation de nouveaux praticiens, ne pouvaient être autorisés qu'après avis favorable du CML. Il convenait, en effet, tout en assurant les soins nécessaires à la population, de protéger l'exercice des médecins qui avaient été éloignés de leur poste durant la guerre⁽²⁰⁾.

Sur les cent-cinquante médecins qui avaient quitté leur poste en 1939-1940, six étaient décédés. Soixante-six médecins, ayant préféré conserver les situations qu'ils avaient créées ailleurs, ne revinrent pas en Moselle. Soixante-dix-huit regagnèrent le département ; ce retour se fit très progressivement de la manière suivante :

- sept retours en novembre, décembre 1944,
- trente-six durant les premiers mois de 1945,
- vingt-sept après la cessation des hostilités en mai 1945,
- sept en 1946,
- un en 1948.

Ils retrouvèrent, pour la plupart, leurs locaux professionnels dévastés et pillés. Le matériel médical faisait défaut. Les véhicules automobiles étaient rares et l'attribution de ceux-ci se fit de façon parcimonieuse pendant les quatre années suivant la guerre. Les carburants furent contingentés jusqu'au printemps 1949. De ce fait, de nombreux généralistes furent amenés à faire leurs visites à pied ou à bicyclette.

Malgré les conditions difficiles, de jeunes confrères ayant terminé leurs études, vinrent renforcer l'effectif médical du département, alors que deux praticiens mosellans préférèrent s'installer l'un en Meurthe-et-Moselle, l'autre dans le Bas-Rhin. On pouvait ainsi au 1^{er} octobre 1946 dénombrer deux-cent-neuf médecins en Moselle⁽²¹⁾. Cet effectif n'augmentera que très lentement pendant

20) Ultérieurement, le 18 juillet 1945, une ordonnance précisa les conditions selon lesquelles les intérêts des membres du corps sanitaire prisonniers, déportés ou réfugiés devaient être protégés.

21) La répartition des médecins par arrondissement était la suivante : Metz-ville 73, Metz Campagne 16, Boulay 9, Château-Salins 8, Forbach 24, Sarrebourg 18, Sarreguemines 16, Thionville 45.

les années suivantes et la Moselle resta longtemps un « désert médical ». Les difficultés matérielles n'expliquent pas seules la faible attraction pour l'installation de médecins en Moselle. Ceux qui reprirent leur activité le firent plus par sens du devoir que par souci de gains. En effet, des difficultés étaient apparues dans la rémunération des actes médicaux. Les personnes réfugiées et en particulier en milieu rural, furent prises en charge pendant les premiers mois suivant leur retour, par « l'aide médicale temporaire ». Les actes médicaux étaient alors rétribués sur la base des tarifs de l'assurance médicale gratuite, minorés par rapport aux honoraires habituellement pratiqués. Ils étaient réglés en tiers payant, avec des retards souvent très importants. La situation n'était guère meilleure en ce qui concernait les soins donnés aux malades relevant du régime des assurances sociales.

Conflit entre médecins et caisses d'assurances sociales

Alors que dès la Libération les autorités entreprirent l'introduction de la législation française dans les trois départements recouvrés, il n'en fut pas de même en ce qui concernait le régime des assurances sociales. Le système mis en place par les Allemands fut conservé. Il mettait les médecins dans un état de subordination à l'égard des caisses qui réglaient leurs rétributions selon le principe d'une somme forfaitaire basée sur le nombre d'assurés. Les médecins qui, durant la guerre, avaient connu le régime du reste de la France, souhaitèrent voir introduire en Moselle un système respectant les principes de la médecine libérale : liberté du malade, liberté du médecin, entente directe. Ils désiraient, somme toute, être traités de la même façon que leurs confrères de « l'Intérieur ».

Le 11 janvier 1945, une réunion rassemblant une grande partie des médecins mosellans se tint à l'initiative du CML. A l'issue de celle-ci la suppression du système allemand fut réclamée. Le préfet, Marcel Rebourset, rejeta cette demande et par arrêté du 23 avril en maintint le principe, en particulier en ce qui concernait la rémunération au forfait. Cette disposition qui bénéficia de l'accord des syndicats ouvriers, CGT et CFTC, ne donna évidemment pas satisfaction aux médecins. Ceux-ci manifestèrent leur désapprobation au cours d'une réunion houleuse, tenue le 1^{er} juillet à l'Hôtel de ville de Metz, à la suite de laquelle le préfet apporta par arrêté du 23 juillet, quelques modifications au projet initial, mais maintint le principe du forfait.

Le 20 octobre, au cours d'une assemblée générale, le Syndicat des médecins de la Moselle décida unilatéralement de renoncer au forfait. Les médecins furent invités alors à se faire rémunérer direc-

tement par leurs patients, sur la base des tarifs pratiqués dans le reste de la France. Un reçu pour chaque acte effectué était délivré aux malades afin d'en permettre le remboursement par les caisses.

Ces directives furent suivies par la grande majorité des praticiens. Le préfet, Henri Tuaillon, qui avait succédé à Marcel Reboursat ne tarda pas à réagir. Par lettre du 18 décembre, il mit en demeure le Président du Syndicat des médecins de renoncer à ces pratiques et de lui confirmer son accord avant le 27 décembre, faute de quoi il se réservait d'engager des poursuites contre les praticiens récalcitrants.

Devant la gravité de cette situation, le Dr G. Jung, tout récemment élu président du Conseil de l'Ordre, estima de son devoir de jouer le rôle de médiateur. Par lettre du 27 décembre, il suggéra au préfet de reprendre la discussion avec le Syndicat auquel il avait par ailleurs conseillé la modération. Cette démarche fut utile : en application d'une décision du Ministre du Travail en date du 16 janvier 1946, le préfet réunit les représentants du Syndicat des médecins, des caisses d'assurances sociales et des syndicats ouvriers. Il annonça son intention de prendre un arrêté respectant les principes de la médecine libérale, soit : respect du secret médical, libre choix du médecin, liberté de prescription, perception des honoraires à l'acte selon des tarifs fixés par convention signée entre les présidents des caisses et le Syndicat des médecins. Dans un souci de conciliation les médecins acceptèrent, pendant un certain temps, une minoration de leurs honoraires et les caisses renoncèrent à leurs poursuites.

Entre-temps l'ordonnance du 4 octobre 1945 avait institué sur le plan national un nouveau régime de prévoyance : la Sécurité sociale qui, moyennant des adaptations ultérieures, est celui que nous connaissons de nos jours. Il fut cependant tenu compte du régime local dans les trois départements recouvrés : en particulier le montant du ticket modérateur fut diminué, moyennant une légère augmentation de la part ouvrière de la cotisation.

Distinctions et sanctions

Les médecins honorés

Le comportement de la grande majorité des médecins exilés pendant la durée du conflit, fut plus qu'honorable. Ils restèrent fidèles à leur devoir de français et à leur éthique professionnelle. Beaucoup firent acte de bravoure. Cette attitude fut récompensée par l'attribution de nombreuses distinctions. Furent ainsi décernées

à des médecins mosellans pour faits de guerre ou de Résistance les décorations suivantes :

- trois médailles de la Résistance,
- onze croix de guerre,
- treize croix de la Légion d'honneur.

En outre, le titre de « *morts pour la France* » fut attribué aux quatre médecins décédés du fait de la guerre ; il s'agit des docteurs :

- Lucien Israel,
- Henri Jacques,
- Valentin Kiffer,
- Léon Kraemer.

L'épuration

Si aucun fait de collaboration ne put être reproché aux médecins exilés de la Moselle, il n'en fut pas de même pour une minorité de médecins restés sur place, dont l'adhésion à des formations nazies ou le comportement justifiaient une répression.

L'ordonnance du 24 juin 1944, complétée par celle du 14 septembre, avait prévu au fur et à mesure de la libération du territoire, d'instaurer dans le ressort de chaque Cour d'Appel, un tribunal spécial, intitulé Cour de Justice, destiné à réprimer les faits de collaboration avec l'ennemi. Les faits les plus graves étaient jugés par la Cour de Justice elle-même, ceux qui l'étaient moins étaient du ressort des Chambres civiques instituées auprès de chaque Cour de Justice.

L'installation de la Cour de Justice en Moselle se fit attendre alors que dans la plupart des régions françaises, cette juridiction fut mise en place dès la Libération. En attendant, le Tribunal militaire permanent de Metz fut chargé de la répression judiciaire de la collaboration et tint sa première audience le 27 décembre 1944. Sur les 366 affaires de collaboration intéressant des mosellans qui lui furent soumises jusqu'en 1955, deux concernaient des médecins⁽²²⁾.

Pour l'un il s'agissait d'un praticien honorablement connu qui avait pu bénéficier de plusieurs autorisations à se rendre à Paris. Au cours de ses voyages de courte durée, il put rencontrer des Lorrains exilés et fut en mesure de leur transmettre des nouvelles et du courrier provenant des membres de leurs familles restées sur place. Il fut appréhendé à la Libération par des FFI qui, après l'avoir bruta-

22) Le bilan statistique de l'épuration établi par Ch. Hiegel fait état de 4 102 affaires de collaboration jugées en Moselle par les diverses juridictions. 3 243 condamnations furent prononcées.

lisé, le confièrent à la Sécurité militaire. Les sévices qu'il subit lui valurent une hospitalisation au cours de laquelle il put attendre le non-lieu qui fut rendu le 24 avril 1945. Il put alors reprendre ses activités auprès d'une population qui lui avait gardé sa confiance et qui l'accueillit avec enthousiasme. La municipalité lui témoigna sa reconnaissance après son décès, en donnant son nom à une rue de la cité. La deuxième affaire intéressait un médecin déjà condamné par la Chambre civique de Sarreguemines pour d'autres faits et qui encourut une peine de deux ans d'emprisonnement avec sursis, vingt ans d'interdiction de séjour et privation des droits civiques.

La Cour de Justice de la Moselle commença à fonctionner quatre mois après la libération définitive du département, avec une section à Metz, le 18 juin 1945 et une autre à Sarreguemines, le 18 juillet 1945. Ces juridictions furent amenées à juger cinq médecins.

Les cours de Justice infligèrent les sanctions suivantes :

- à Metz, le 28 avril 1946, sept ans de réclusion, dix ans d'interdiction de séjour et dégradation nationale à vie ;
- à Sarreguemines, le 26 juin 1946, huit ans de travaux forcés, dix ans d'interdiction de séjour et dégradation nationale à vie.

Les Chambres civiques rendirent les sentences suivantes :

- à Metz, le 14 mai 1946, dégradation nationale pendant vingt ans et interdiction de résidence dans les trois départements ;
- à Sarreguemines, le 18 décembre 1946, dégradation nationale pendant vingt ans, éloignement à vie des trois départements et confiscation des biens.

La 5^e affaire, jugée par la Chambre civique de Sarreguemines, se solda par un acquittement mais l'intéressé fut sanctionné ultérieurement par la section d'épuration des médecins.

En effet, afin de réprimer les délits politiques qui ne relevaient pas des tribunaux, il fut procédé à une épuration administrative des fonctionnaires, ainsi qu'à une épuration professionnelle des commerçants et industriels. L'épuration du corps sanitaire : médecins, pharmaciens et sages-femmes, fut organisée par une ordonnance du 19 janvier 1946. Elle fut confiée à des sections constituées par les Conseils régionaux des médecins, institués selon l'ordonnance du 12 décembre 1944. Celles-ci ne pouvaient prononcer que des peines professionnelles : admonestation, blâme ou suspension d'exercice supérieure à trois mois et inférieure à trois ans, suppression temporaire des fonctions hospitalières ou administratives. L'exclusion définitive et la suspension d'exercice de plus de trois ans, étaient du ressort du ministre.

La section d'épuration des médecins devait être composée de la moitié des membres du Conseil régional et être présidée par un magistrat professionnel, désigné par le Commissaire régional de la République. En raison de la situation particulière de la Moselle, il fut procédé à la nomination d'une commission départementale, dont les membres furent sur proposition du CML, nommés par le préfet le 27 mars 1947⁽²³⁾.

Cette commission eut à se prononcer le 26 avril 1947 sur le cas d'un médecin déjà condamné par la Cour de Justice ; elle lui infligea en outre une interdiction d'exercer de trois ans, moins un jour. Lors de la même séance elle condamna deux autres médecins, l'un à une interdiction d'exercice de trois ans, l'autre à l'interdiction d'exercice dans les trois départements. Une deuxième séance se tint le 12 Juin 1947. Elle fut consacrée au cas de deux médecins dont l'un fut relaxé et l'autre condamné à une suspension d'exercice durant trois mois et à l'interdiction d'exercer dans les trois départements. La commission se réunit pour la dernière fois le 6 mars 1947 afin de se prononcer sur l'affaire d'un médecin qui avait manifesté beaucoup de complaisance envers l'ennemi, mais qui avait rendu des services considérables à la population lorraine. Un blâme, dont il fut aussitôt relevé, lui fut infligé.

Au total quatre médecins furent ainsi condamnés par les juridictions chargées de la répression de la collaboration. Trois furent sanctionnés par la juridiction professionnelle. La sévérité des peines prononcées, qui fut atténuée plus tard par des amnisties successives, s'explique par les circonstances de l'époque.

Afin de porter un jugement équitable sur les manquements de ces médecins, il convient de considérer la situation exceptionnelle du département de la Moselle durant l'annexion, ce qui permet, sinon de les justifier, tout au moins de les comprendre. La Moselle était alors allemande et il n'était pas possible, comme à « l'Intérieur » de choisir entre collaborer ou non. Les Mosellans purent, à juste titre, se considérer comme abandonnés par le gouvernement de Vichy qui admettait l'annexion comme un fait accompli, et paraissait se désintéresser de leur sort. Par ailleurs, la pression exercée par les autorités allemandes en vue de l'adhésion aux organisations nazies, était très forte et il fallait manifester beaucoup de caractère pour s'y refuser. Si quelques médecins ne surent ou ne purent pas résister à collaborer, ce ne fut pas toujours par conviction idéologique, mais aussi pour certains par intérêt ou opportu-

23) Cette commission était composée de : M. Ratigne, juge au Tribunal civil de Metz, et des Docteurs R. Frantz, R. Dérôme, L. Loevenbruck, R. Lévy et G. Munier.

nisme. La grande majorité des médecins mosellans sut, quant à elle, malgré les risques encourus, conserver son honneur et sa dignité.

Conclusion

Utilisant du mieux possible les documents qui ont pu être mis à ma disposition, j'ai essayé d'esquisser l'histoire des médecins mosellans durant la Seconde Guerre mondiale. Dans ce travail j'ai tenu à rester aussi objectif que possible en évitant tout esprit corporatif.

De cette étude il me paraît possible de retenir quelques réflexions concernant le sort et le comportement de ces médecins.

Il convient tout d'abord de signaler le nombre très important de praticiens mosellans obligés par les circonstances de quitter le département. Cet exil fut, certes, le sort d'une grande partie de la population mosellane ; cependant le transfert de population intéressa dans une proportion beaucoup plus importante le corps médical. Ces médecins, exilés en France, pour la plupart connurent des difficultés matérielles ; tous, en particulier ceux qui étaient de confession israélite, ne purent pas exercer leur profession. Aucun de ces praticiens ne fut tenté par la collaboration, sous quelque forme que ce soit. Bien au contraire, la plupart contribuèrent à la Résistance et certains payèrent de leur liberté ou de leur vie, leur fidélité à leur idéal.

Les médecins restés en Moselle, eurent, quant à eux, en raison de leur effectif réduit, à faire face à une tâche écrasante. Soumis à une forte pression de la part des autorités allemandes en vue de les faire adhérer aux organisations nazies, ils surent, dans leur majorité, rester fidèles à leur éthique et à leur devoir de français. A telle enseigne que 10 % d'entre eux firent l'objet de sanctions sévères, et que d'autres durent se mettre à l'abri.

Il n'en reste pas moins que quelques médecins se laissèrent séduire par l'occupant : ces manquements furent très sévèrement sanctionnés après la Libération.

Les comportements de quelques-uns ne doivent pas cependant occulter la conduite exemplaire de la grande majorité des médecins mosellans. Nos jeunes confrères n'ont pas à rougir de l'attitude de leurs aînés dans cette période troublée de l'histoire de notre pays.

Il fallait que cela fût dit...

François JUNG

SOURCES

Sources manuscrites

Archives du Conseil départemental de l'Ordre des médecins de la Moselle.

Archives du Conseil national de l'Ordre des médecins.

Archives du Docteur Gabriel Jung.

Bibliographie

BURGER (Léon), *En Moselle - Résistance et tragédies pendant la 2^e Guerre mondiale*, Metz, 1976.

DREYFUS (François Georges), *Histoire de la Résistance*, Paris, éd. de Fallois, 1995.

HERAN (Jacques et coll), *La Faculté de Médecine de Strasbourg*, Strasbourg, éd. de la Nuée Bleue, 1998.

HIEGEL (Charles), *La répression de la collaboration et l'épuration en Moselle. Bilan statistique*, dans *Les Cahiers Lorrains*, Numéro spécial 1983. Moselle et mosellans pendant la 2^e Guerre mondiale, p. 335-369.

HIEGEL (Henri), *La drôle de guerre en Moselle*, Sarreguemines, éd. Pierron, tome I, 1983.

HIEGEL (Henri), *Les expulsions et les transplantations en Moselle de 1940 à 1945*, dans *Mémoires de l'Académie Nationale de Metz* 1982, p. 183-187.

LE MAREC (Bernard et Gérard), *Les années noires. La Moselle annexée par Hitler. Documents et témoignages*, Metz, éd. Serpenoise, 1990.

NEIGERT (Marcel), *Internement et déportation en Moselle 1940-1945*, Metz, Centre de recherches internationales, 1978.

RHEIMS (N.), *Le corps médical - Alsace-Lorraine*, Strasbourg, 1939.

WOLFANGER (Dieter), *Nazification de la Lorraine mosellane, 1940-1945*, Sarreguemines, éd. Pierron, 1982.